



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT PRESCRIPTION DE FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE

SRA N° 2021/A357 EN DATE DU 28 SEPTEMBRE 2021

La préfète de la région Grand Est
Préfète de la zone de défense et de sécurité Est
Préfète du Bas-Rhin

VU le code du patrimoine et notamment son livre V, titre II, relatif à la législation et à la réglementation de l'archéologie préventive ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement, de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques ;

VU l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

VU l'arrêté de Mme la ministre de la culture en date du 27 juillet 2018 portant nomination de Mme Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020/036 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Madame Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021/01 en date du 8 janvier 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et / ou ordonnancement secondaire RBOP RUO) ;

VU le dossier d'autorisation de travaux sur MH n° AC 067 314 21 0002 portant sur la restauration de la baraque-cuisine, reçu le 02 juillet 2021 à la DRAC Grand Est ;

VU le courrier d'intention de prescrire notifiée à l'ONAC-VG le 02 août 2021 ;

VU l'avis émis par la commission territoriale de la recherche archéologique lors de sa session de septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que la restauration porte sur le bâtiment de la baraque-cuisine, l'une des premières baraques du camp, construite dès le début de l'année 1942 ;

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est

Palais du Rhin – 2 place de la République – 67082 Strasbourg cedex – Tél. 03 88 15 57 00

www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

CONSIDÉRANT que le projet d'aménagement entraînera la destruction de ces vestiges et que leur sauvegarde par l'étude est indispensable ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Une fouille archéologique préventive sera réalisée, sous la forme d'un suivi de travaux, sur les terrains faisant l'objet des aménagements, ouvrages ou travaux susvisés, sis en :

région :	Grand Est	n° opération : 017895
département :	Bas-Rhin	
commune :	Natzwiller	
adresse :	Centre Européen du Résistant Déporté	
parcelles :	section 7 parcelle 7	
aménageur :	Office national des anciens combattants et victimes de guerre	

L'emprise de la zone concernée par le suivi de travaux est indiquée sur le plan annexé au présent arrêté (*annexe 1*).

Article 2 : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifique annexé au présent arrêté (*annexe 2*), sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur mentionné à l'article 1^{er}, qui projette d'exécuter les travaux donnant lieu à la présente prescription.

Sa réalisation peut être confiée, au choix du maître d'ouvrage, à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), à un service archéologique territorial habilité ou à tout autre opérateur de droit public ou privé titulaire de l'agrément prévu à l'article L523-8 du code du patrimoine.

Le cas échéant, l'agrément ou l'habilitation de l'opérateur devra couvrir la **période contemporaine**.

Article 3 : Préalablement au choix de l'opérateur par l'aménageur, celui-ci transmettra toutes les offres recevables au préfet de région, qu'elles relèvent d'un contrat de droit privé ou d'un marché public. Dans ce dernier cas, l'aménageur transmettra également le règlement de consultation. Ces offres comprendront notamment le projet scientifique d'intervention et les conditions de sa mise en œuvre. Ce projet déterminera les modalités de la réalisation de l'opération archéologique prescrite, notamment les méthodes et techniques employées, les mesures de prévention des risques, les mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité, ainsi que les moyens humains et matériels prévus. Il sera établi par l'opérateur, sur la base du cahier des charges scientifique.

En application du troisième alinéa de l'article L. 523-9 du code du patrimoine, le préfet de région transmettra à l'aménageur son avis motivé sur chacune des offres dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'ensemble des offres.

Article 4 : L'aménageur conclura avec l'opérateur retenu un contrat qui précisera :

- 1° La date prévisionnelle de début de l'opération de fouille, sa durée et le prix de réalisation de la fouille ;
- 2° Les conditions et délais de la mise à disposition du terrain par l'aménageur et de l'intervention de l'opérateur ;
- 3° Les indemnités dues par l'une ou l'autre partie en cas de dépassement des délais convenus ;
- 4° La date de remise du rapport final d'opération.

Le contrat comportera, en annexe, le projet scientifique d'intervention et les pièces justifiant des conditions d'emploi du ou de la responsable scientifique proposé(e) pour l'opération. Si l'aménageur est une personne soumise au code de la commande publique, le contrat contiendra en outre les mentions obligatoires prévues par les textes relatifs aux marchés publics.

Le contrat, signé par les deux parties et accompagné, le cas échéant, du justificatif de l'agrément de l'opérateur, devra être transmis par l'aménageur au préfet de région, qui disposera d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier transmis pour délivrer l'autorisation de fouille ou pour la refuser si

les éléments contractuels mentionnés ci-dessus ne permettent pas de réaliser la prescription de fouilles. L'absence de décision notifiée dans le délai précité vaut autorisation.

Si l'aménageur ne transmet pas l'ensemble des offres mentionnées à l'article 3 ou dépose sa demande d'autorisation de fouilles avant d'avoir reçu l'avis motivé du préfet de région ou avant l'expiration du délai d'un mois mentionné au dernier alinéa de l'article 3, le délai prévu à l'alinéa précédent est de trois mois. L'absence de décision notifiée dans le délai précité vaut autorisation.

Si, au cours des opérations, il apparaît nécessaire pour l'opérateur de recourir à un sous-traitant pour la réalisation de prestations scientifiques, celui-ci le déclarera au préfet de région préalablement à son engagement.

Article 5 : L'arrêté d'autorisation de fouille comportera le nom du ou de la responsable scientifique, désigné(e) par le préfet de région, sur proposition de l'opérateur.

Article 6 : En application de l'article R523-47 du code du patrimoine, si le déroulement des opérations fait apparaître la nécessité d'une modification substantielle du projet scientifique d'intervention, un projet révisé devra être soumis au préfet de région, qui disposera alors d'un délai de quinze jours pour l'approuver ou en demander la modification, l'absence de décision notifiée dans le délai précité valant autorisation.

En cas de découvertes survenues pendant l'opération conduisant à remettre en cause les résultats du diagnostic et les données scientifiques du cahier des charges, le préfet de région pourra formuler des prescriptions complémentaires.

Les modifications et prescriptions complémentaires mentionnées aux alinéas précédents ne pourront conduire à modifier l'économie générale du contrat mentionné à l'article 4.

En cas de découverte d'importance exceptionnelle survenue lors de l'opération, en application de l'article R523-48 du code du patrimoine, le préfet pourra, par une décision motivée prise après avis de la commission territoriale de la recherche archéologique, prolonger la durée d'intervention et, le cas échéant, demander une modification du projet de construction ou d'aménagement. Le surcoût éventuel de la fouille archéologique induit par ces décisions pourra alors être financé sur les crédits du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Article 7 : Le rapport de fouille comprendra tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Il devra être adressé au préfet de région en huit exemplaires, dont un non relié. Le ou la responsable scientifique devra également transmettre au service régional de l'archéologie une version numérique du rapport (au format pdf), identique à la version imprimée accompagnée d'un plan général de l'opération géoréférencé dans le système de coordonnées légal (au format shp ou dxf).

Article 8 : Les biens archéologiques mobiliers recueillis au cours de la fouille seront conservés par l'opérateur le temps nécessaire à leur étude qui, en tout état de cause, ne pourra excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase de terrain, avant d'être remis à l'État avec la documentation afférente à l'opération. Ils seront conditionnés selon les normes en vigueur au sein du centre de conservation et d'études de Sélestat, qui seront communiquées sur demande à l'opérateur.

L'inventaire des biens archéologiques mobiliers, transmis avec le rapport de fouille, sera communiqué par le service régional de l'archéologie au propriétaire du terrain afin que, le cas échéant, celui-ci puisse faire valoir ses droits, conformément à l'article L 541-5 du code du patrimoine. L'exercice de ces droits appartenant à la personne physique ou morale propriétaire, à la date de début de l'intervention archéologique, du terrain visé à l'article 1^{er}, l'aménageur ou l'opérateur communiquera au service régional de l'archéologie toutes les informations relatives à la propriété du terrain à la dite date, au plus tard lors de la remise du rapport d'opération.

Les inventaires des biens archéologiques mobiliers et de la documentation scientifique seront également transmis au service régional de l'archéologie dans les formats numériques (MobX et AfX) permettant d'alimenter la base Pleade de la DRAC Grand Est, qui permet d'accéder à l'ensemble de la documentation patrimoniale d'Alsace.

Article 9 : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Article 10 : La Directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'autorité compétente pour la délivrance de l'autorisation de travaux et à l'aménageur.

Pour la préfète
et par délégation,
Pour la directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le conservateur régional de l'archéologie adjoint,

Nicolas Payraud

Arrêté notifié à :

Mairie de Natzwiller

Office national des anciens combattants et victimes de guerre

Copie pour information à :

CRMH

Pierre Dufour ACMH



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT PRESCRIPTION DE FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE

SRA N° 2021/A357 EN DATE DU 28 SEPTEMBRE 2021

ANNEXE 2 : CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE

1. Informations administratives

région :	Grand Est	n° opération : 017895
département :	Bas-Rhin	
commune :	Natzwiller	
adresse :	Centre Européen du Résistant Déporté	
parcelles :	section 7 parcelle 7	
aménageur :	Office national des anciens combattants et victimes de guerre	
emprise :	Bâti : 498 m² ; tranchée (estimation) : 25 m²	

L'emprise de la fouille est indiquée sur le plan annexé au présent arrêté (*annexe 1*).

Agent en charge du suivi du dossier au sein du service régional de l'archéologie : Lorena Audouard

Axes de la programmation nationale concernés : Axe 14 : L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

2. Données scientifiques

2. 1. Contexte de l'opération

Le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler se situe dans le département du Bas-Rhin dans le massif du Champ du Feu à environ 50 km au sud-ouest de Strasbourg. Implanté au-dessus du village de Natzwiller (Bas-Rhin) au lieu-dit « Struthof », il se trouve à plus de 710 m d'altitude. Le camp de

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est

Palais du Rhin – 2 place de la République – 67082 Strasbourg cedex – Tél. 03 88 15 57 00

www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

concentration de Natzweiler a fonctionné d'avril 1941 à septembre 1944 à proximité d'un affleurement de granit dont l'exploitation a été réalisée par les déportés. Il occupe une position particulièrement sinistre parmi les lieux de déportation mis en place par les nazis. Classé camp de niveau III (Lagerstufe III) dans la hiérarchie concentrationnaire allemande, il appartient aux sites les plus durs réservés aux soi-disant « pires ennemis politiques du Reich » avec un très fort taux de mortalité. 52 000 personnes, majoritairement des résistants de l'Europe entière, y sont déportées ou dans l'un de ses 70 camps annexes. Le site, protégé au titre des monuments historiques, est un haut lieu de la mémoire nationale depuis 2014. Le Centre européen du résistant déporté (CERD), créé en 2005, introduit la visite du lieu en permettant de mieux appréhender l'histoire du camp, et plus largement celle de la déportation européenne.

Depuis 2013, un projet de restauration est mené par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC-VG), et piloté par l'ACMH Pierre Dufour. Les travaux projetés ont fait l'objet d'un diagnostic archéologique en 2018, sous la responsabilité d'Alexandre Bolly d'Archéologie Alsace. Les résultats de ce diagnostic ont motivé la prescription d'une fouille archéologique préventive (OA 017511), centrée sur deux zones : les abords de la chambre à gaz et la zone de construction de l'atelier stockage. Ces fouilles se sont déroulées en octobre/novembre 2020 (zone de l'atelier stockage), puis en mars/avril 2021 (zone des abords de la chambre à gaz), sous la responsabilité d'Alexandre Bolly d'Archéologie Alsace.

Le dépôt de l'autorisation de travaux sur MH n° AC 067 314 21 0002 portant sur la restauration de la baraque-cuisine, reçu le 02 juillet 2021 au service régional de l'archéologie, a motivé la prescription d'une nouvelle opération d'archéologie préventive, sous la forme d'un suivi de travaux. L'intention de prescrire a été notifié à l'ONAC-VG le 02 août 2021. Ce suivi de travaux est en accord avec l'avis sur études diagnostiques notifié par la DRAC le 02 mai 2019 à l'ONAC-VG.

2. 2. Nature des vestiges

La baraque cuisine présente un certain degré d'authenticité, car elle n'est pour l'instant pas intégrée au programme de visite du Struthof, et n'a donc pas connu d'aménagements récents ou de modifications lourdes de sa structure et de ses intérieurs. Il s'agit d'une des premières baraques du camp, construite dès le début de l'année 1942 (Brangé, 2020a) pour servir de cuisine pour les déportés. La spécificité de la cuisine par rapport aux autres baraques réside dans son nombre élevé de cheminées et de son système d'évacuation, liée à sa fonction de préparation des repas. Le plan de la baraque indique une division en 12 pièces, conçu afin d'optimiser la gestion de l'espace : la partie ouest, avec une grande salle, est réservée à la préparation des repas et la partie est, subdivisée en plusieurs salles, est dédiée au lavage des légumes et au stockage des aliments réfrigérés.

Pendant la phase pénitentiaire (1945-1949), la baraque garde sa fonction de cuisine, avec quelques modifications mineures (ajout d'un appentis, d'un auvent, réparations diverses). Au début de la phase mémorielle (1949 à nos jours), une première rénovation de la baraque est réalisée (la toiture en toile goudronnée est remplacée par une toiture en zinc puis une toiture en cuivre), quelques modifications auront lieu dans le cadre du tournage du film « Le Bal des Maudits » en 1957 (ajout de parois et cuvettes, peinture sur les parois intérieures), des projecteurs sont installés sur le toit en 1970, et les plafonds sont également changés à une date indéterminée. La baraque cuisine sert actuellement de lieu de stockage du matériel pour les espaces verts, mais aussi pour le mobilier historique du camp (Brangé, 2020a). Dans son mémoire de Master 1, Juliette Brangé souligne que la baraque cuisine est le bâtiment le plus authentique de l'ensemble du camp, en effet le bardage du bâtiment est toujours celui de l'époque concentrationnaire (Brangé, 2020a).

Les objectifs du projet de restauration visent à préserver et assurer la conservation des dispositions de la période concentrationnaire, cependant certains travaux risquent néanmoins de porter atteinte à certains éléments d'origine du bâtiment, d'où la nécessité d'un suivi de travaux.

3. Objectifs de la fouille

Les travaux envisagés sur le bâti, et notamment les élévations (bardages extérieurs et intérieurs, planchers en bois, remplacement de carreaux en grès cérames, menuiseries, nettoyage des équipements) ainsi que les travaux sur les fondations tels que la tranchée vers le mirador 8, présentent des risques d'affecter des vestiges archéologiques (dispositions d'origine, graffitis, inscriptions, vestiges enfouis...).

La fouille consistera en un suivi de travaux qui portera :

- Sur les travaux affectant les fondations, les sols, les murs des chambres froides, les équipements, les planchers ;
- Sur la mise en place d'une tranchée pour rejoindre le mirador 8 (alimentation vidéo-surveillance) ;
- Sur les travaux affectant les menuiseries (portes) ;
- Sur les travaux affectant les peintures, notamment sur les portes et bardages.

L'objectif de ce suivi est d'identifier les éléments d'origine de la baraque cuisine et les éventuels témoignages de son utilisation pendant la seconde guerre mondiale, afin d'en assurer la sauvegarde par l'étude au cas où les travaux mis en œuvre leur porteraient atteinte.

4. Principes méthodologiques et techniques

4.1. Principes généraux

Les opérations d'archéologie préventive sont exécutées sous le contrôle scientifique et technique des services de l'État chargés de l'archéologie. L'aménageur et l'opérateur de l'intervention archéologique sont tenus de faire connaître aux services intéressés les dates de début et de fin des fouilles, au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération, conformément à l'article R523-60 du code du patrimoine.

Le ou la responsable scientifique de l'opération :

- Assurera une présence effective sur le terrain pour la durée totale de l'opération
- Adressera un compte-rendu hebdomadaire de la fouille au service régional de l'archéologie
- Tiendra régulièrement informé le service régional de l'archéologie de ses travaux et découvertes
- Signalera immédiatement toute découverte importante de caractère mobilier ou immobilier. Les mesures nécessaires à la conduite de la fouille, au prélèvement, au stockage et à la conservation provisoire de ces vestiges devront être prises en accord avec le SRA.
- Assurera au SRA le plein accès au terrain, afin qu'il puisse assurer sa mission de contrôle scientifique et technique.

L'opération fera l'objet d'échanges réguliers entre l'opérateur, le SRA et éventuellement l'aménageur, pour faire le point sur l'état d'avancement de la fouille, en relation avec l'utilisation des moyens prévisionnels. Aménageur, opérateur et responsable scientifique de l'opération assureront, chacun pour ce qui le concerne, la mise en œuvre effective des observations et des instructions du représentant de l'État.

L'opération devra être réalisée conformément aux normes de sécurité en vigueur, telles que définies par le code du travail et les autres textes réglementaires concernés.

Pendant la durée de l'opération, les vestiges mobiliers et immobiliers mis au jour sont placés sous la responsabilité de l'opérateur. Celui-ci doit, à ce titre, en assurer la protection par toute méthode qui sera jugée adaptée, notamment à travers la clôture et le gardiennage du terrain.

Pour tout projet de communication ou de médiation culturelle relative à la présente fouille archéologique, l'opérateur demandera l'accord préalable et commun du conservateur régional de l'archéologie et du maître d'ouvrage. Ces actions de communication pourront être refusées ou ajournées si elles sont susceptibles de mettre en péril les vestiges archéologiques ou de notablement impacter la stratégie et le déroulement de la fouille.

4.2. Spécificités de la fouille

La fouille consistera exclusivement en un suivi de travaux.

4.3. Préparation

Préalablement à l'intervention sur le terrain, le ou la responsable scientifique disposera d'une phase de préparation, dédiée notamment à la consultation de la carte archéologique du SRA et du rapport de diagnostic afin de faire le point sur l'état des connaissances sur le site et son environnement géographique, archéologique, topographique et historique. Le ou la responsable scientifique prendra également connaissance de la documentation technique des travaux projetés. La phase préparatoire devra en outre intégrer une rencontre préalable avec l'agent du SRA en charge du dossier, afin de préciser ou de valider la stratégie des investigations archéologiques.

4.4. Phase de terrain

Un **relevé photogrammétrique du bâtiment** sera à réaliser avant toute intervention sur les élévations, s'il n'a pas déjà été fait. Il servira ainsi de référence et de base aux relevés qui seront ultérieurement réalisés.

Le **suivi archéologique** consistera en une surveillance, par un ou plusieurs archéologues, des travaux de restauration du bâti de la baraque cuisine. Des relevés des potentielles inscriptions/graffitis seront nécessaires si de tels éléments venaient à être découverts. Les modalités de ces relevés pourront s'inspirer des travaux menés sur le fort de Romainville (93) (Fontaine et *al.*, 2012), sur le camp de transit de Drancy (93) (Pouvreau et *al.*, 2014), ainsi que sur la Chapelle du Mont Valérien (92) (Fontaine et *al.*, 2019). Une première étude des graffitis du Struthof a été menée par Juliette Brangé dans le cadre de l'opération de prospection menée en 2020 sur le camp, ce travail a concerné la cellule 13 de la baraque bunker (Brangé, 2020b).

Il comprendra également une surveillance des travaux de terrassement prévus dans le cadre du raccordement au mirador 8. Dans l'hypothèse où des vestiges devaient être mis au jour, les terrassements mécaniques se poursuivront au moyen d'une pelle mécanique équipée d'un godet lisse orientable. Ils devront pouvoir être interrompus à la demande des archéologues, afin de permettre le dégagement, le nettoyage, la fouille, l'étude et l'enregistrement de ces vestiges et des coupes stratigraphiques les plus significatives. La maîtrise d'œuvre et les entreprises devront être informées de ces contraintes d'intervention, qu'elles auront à intégrer à leur planning opérationnel.

Un **recours systématique et permanent au détecteur de métaux** est à prévoir dans les zones concernées par les terrassements. Chaque découverte sera géoréférencée.

La **fouille** des vestiges éventuellement mis au jour sera réalisée manuellement, selon les méthodes propres à chaque type de vestige rencontré.

L'ensemble des vestiges, toutes périodes confondues, fera l'objet d'un enregistrement cohérent (relevés topographiques, photographies, dessins) qui permettra notamment au responsable scientifique de disposer d'un plan phasé tout au long de l'opération.

Dès la phase de terrain, l'opérateur proposera un protocole d'**échantillonnage du mobilier** archéologique, en particulier dans les secteurs potentiellement très riches en mobilier. Le mobilier sera prélevé et enregistré par contexte de découverte, en privilégiant les ensembles clos.

4.5. Phase d'étude

Préalablement à l'engagement de la phase d'étude, une réunion avec le SRA devra être organisée afin de préciser les orientations de l'étude et évaluer leur adéquation avec les moyens provisionnés. Par ailleurs, des points réguliers seront instaurés afin de s'assurer du bon déroulement de cette phase, favoriser le partage de l'information entre opérateur et SRA, et valider les choix qui pourraient s'imposer. Il s'agit également de veiller au respect du délai de rendu du rapport.

La phase d'étude consistera à réunir, analyser, étudier, comparer et mettre en forme les données issues de l'opération de terrain. Elle portera sur l'identification et l'organisation des vestiges par phases chronologiques, dans la perspective de déterminer l'évolution fonctionnelle du lieu et de ses occupations. Elle s'appuiera avant tout sur l'analyse de la stratigraphie, l'étude des vestiges et de leur répartition spatiale. Le rapport devra comprendre tous les documents (plans phasés, de répartition, relevés stratigraphiques, etc.) permettant d'appuyer le discours.

L'étude du mobilier sera conduite de manière approfondie, en procédant à une sélection des pièces les plus représentatives de chaque période si le corpus s'avère important, de manière à affiner la datation des occupations et à contribuer à leur interprétation fonctionnelle.

Les analyses géomorphologiques, micro-morphologiques ou environnementales seront mises en œuvre selon une stratégie définie en collaboration entre le responsable scientifique, les spécialistes intéressés par les problématiques concernées et le SRA.

4.6. Le traitement des biens archéologiques mobiliers et de la documentation scientifique

Au cours de la phase de terrain et sauf en cas d'accord express de la part du service régional de l'archéologie, les biens archéologiques mobiliers mis au jour et ne nécessitant pas une préservation *in situ* devront être ramenés tous les jours dans les locaux de l'opérateur, afin de limiter les risques de vol. Toutes les dispositions nécessaires à la conservation préventive des matériaux et objets issus de la fouille et sujets à une dégradation rapide dès leur exhumation (mobilier métallique, bois etc), devront être prises dans des délais d'intervention adaptés aux matériaux rencontrés.

Pour le métal, à l'exception de types redondants (clous, etc.), des radiographies devront être réalisées aussi tôt que possible après la fouille, avant toute dégradation des objets. D'après ces radiographies, des travaux de stabilisation et/ou de nettoyage (pour étude) seront, le cas échéant, lancés en concertation avec le SRA et réalisés par des spécialistes selon les normes en vigueur.

Les moyens dédiés à l'étude du mobilier et à sa conservation préventive devront être prévus en conséquence dans le projet scientifique.

Au cours de la phase d'étude et à l'issue de celle-ci, le responsable d'opération pourra procéder au tri du mobilier archéologique destiné à être conservé, en explicitant ses critères de sélection au SRA.

Les règles concernant l'inventaire et le statut des biens archéologiques mobiliers et de la documentation scientifique sont précisées dans l'article 8 de l'arrêté de prescription de fouille.

4. 7. Le rapport final d'opération

Le rapport de fouille devra comporter tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Une synthèse intégrant, de manière critique, l'ensemble des données de fouille et d'étude, notamment les analyses spatiales, architecturales et typo-chronologiques, devra être réalisée, afin d'appréhender les vestiges selon plusieurs niveaux d'approche.

Le rapport se présentera sous la forme d'un ou plusieurs volumes constitués d'un texte principal accompagné d'illustrations (tableaux, photographies, dessins, cartes, relevés en plan, en coupe et en élévation) et plus généralement de tous documents susceptibles d'appuyer la lecture de manière pertinente. L'inventaire détaillé du mobilier issu de l'opération sera joint en annexe. On veillera notamment à la stricte correspondance de l'enregistrement des données repris dans les plans, textes, catalogues et tableaux et au regroupement des informations par ensembles cohérents afin d'en faciliter l'analyse.

Les conditions de remise du rapport de fouille sont précisées dans l'article 7 de l'arrêté de prescription de fouille.

5. Responsable scientifique et composition indicative de l'équipe

Comme indiqué dans l'article 2 de l'arrêté de prescription de fouille, si l'opérateur retenu pour cette fouille n'est pas l'Inrap, son agrément ou son habilitation devra couvrir la période contemporaine.

Le ou la responsable scientifique devra être spécialiste de la période contemporaine et devra assurer la direction effective de l'opération.

L'équipe de fouille comportera notamment mais pas exclusivement, des spécialistes des domaines suivants :

- Archéologie du bâti
- Topographie
- Archéozoologie
- Spécialiste du petit mobilier de la Seconde Guerre Mondiale
- Un historien spécialiste de la déportation pendant la Seconde Guerre Mondiale

Le projet scientifique devra indiquer précisément le nombre de jours d'intervention lors des phases de terrain et d'étude pour chacun des spécialistes indiqués ci-dessus. L'intervention d'autres spécialistes pourra être prévue dans le projet scientifique ou décidée selon la nature des vestiges mis au jour.

Toute modification substantielle des moyens prévus dans le projet pour les différentes études spécialisées proposée par le responsable scientifique devra être préalablement validée par le service régional de l'archéologie.

6. Durée minimale de l'intervention

Compte tenu des objectifs assignés à la fouille, et au regard de la nature des vestiges et des emprises à étudier, **la durée de la phase de terrain ne pourra pas être inférieure à 5 jours ouvrés.**

La phase terrain comprend le suivi des travaux sur la baraque cuisine (**3 jours ouvrés**) et le suivi des travaux sur le creusement de la tranchée jusqu'au mirador (**2 jours ouvrés**).

Les moyens affectés à la phase d'étude ne pourront pas être inférieurs aux moyens mis en œuvre sur le terrain. Ce ratio minimum devra être respecté aussi bien pour la tranche ferme que pour les tranches conditionnelles.

7. Bibliographie indicative

BOLLY A., 2019 – *L'ancien camp de concentration du Struthof (Natzwiller, Bas-Rhin)*. Archéologie Alsace, rapport de diagnostic, 88p

BRANGE J., 2020a – *Etude architecturale de l'ancien camp de Natzweiler-Struthof (67)*. Croisement des données archivistiques et archéologiques. Mémoire de master 1, Université de Strasbourg, 460p.

BRANGE J., 2020b – *Carrière de l'ancien camp de Natzweiler-Struthof (Natzwiller, 67)*. Rapport de prospection 2020, 277p.

FONTAINE T., ZAIDMANN S., CLESSE J., 2012 – *Graffitis de résistants sur les murs du fort de Romainville : 1940-1944*, Lyon, Libel.

FONTAINE T., GRANDE A., CHANCEREL H., 2019 – *Les graffitis ultimes témoignages des fusillés du Mont-Valérien*, catalogue d'exposition, Paris, Ministère des Armées.

POUVREAU B., CURDY M., ZIMMER T., PESCHANSKI D., 2014 - *Les graffitis du camp de Drancy, des noms sur les murs*, Gand, Snoeck.

8. Délai limite de remise du rapport final

24 mois calendaires après la date de signature du procès-verbal de fin de chantier.

Pour la préfète
et par délégation,
Pour la directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le conservateur régional de l'archéologie adjoint,

Nicolas Payraud